

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL****URBANISME 3.3****N° : 2025-10-63**

Nombre de membres composant
le Conseil Municipal : 33
Membres en exercice : 33

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE TROIS NOCEMBRE

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU
ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :

24 octobre 2025

Date d'affichage :

24 octobre 2025

VOTE :

Pour : 19

Contre : 12

Michel NUGUES
Patricia BIZOUERNE
Arlette ACOCA
Noëlle SULPIS
David PEREIRA
Lydia TCHARLAIAN (pvr D. PEREIRA)
Nicolas RONDEPIERRE
Nicolas CUADRADO
Patricia DJOSSOUVI
Nathalie RIBEMONT
Corinne RAOULT
Sandrine LADISA (pvr C. RAOULT)
Pierre-Marie SALLE

Abstentions : 2

Pierre-Marie SALLE

Didier BELOT

Présents :Absents :SECRÉTAIRE DE SEANCE :Objet :**GARANTIE D'EMPRUNT - 71 BOULEVARD DE L'OUEST****RAPPORTEUR : Thomas VAUTRIN****NOTE DE SYNTHÈSE :**

Dans le respect de la Loi S.R.U relative aux obligations de production de logements sociaux, la Ville du Raincy doit favoriser des opérations de réalisations ou d'acquisitions/réhabilitations de logements conventionnés.

VILOGIA s'est engagé dans la réhabilitation de 5 logements locatifs conventionnés, sis 71, boulevard de l'Ouest au Raincy.

VILOGIA sollicite l'assemblée délibérante de la commune du Raincy pour lui accorder une garantie à hauteur de 100,00% pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 250 573,00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt n° 178054 constitué de 2 ligne(s) de Prêt.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20251103-2025-11-63-DE
Date de dépôt en préfecture : 16/11/2025

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

- La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

VILOGIA sollicite l'engagement de la commune du Raincy pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

VU les articles 2252-1 et 2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales;

VU l'article 2305 du Code Civil,

VU le contrat de Prêt n°178054,

VU l'avis de la Commission Vie municipale du 6 octobre 2025,

CONSIDERANT que le Prêt souscrit à pour objet le financement de l'opération de réhabilitation de 5 logements locatifs conventionnés, sis 71, boulevard de l'Ouest au Raincy,

CONSIDERANT l'avis de la Commission Vie municipale en date du 6 octobre 2025,

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE :

ARTICLE 1 : D'ACCORDER sa garantie solidaire à VILOGIA, pour le remboursement à hauteur de 100,00% de toutes les sommes dues au titre de l'emprunt de 250 573,00 euros contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions détaillées dans le contrat de Prêt n°178054, constitué de 2 ligne(s) de Prêt. La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 250 573,00 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération laquelle vaut cautionnement.

ARTICLE 2 : DE DIRE que la Ville du Raincy a pris connaissance dudit contrat annexé à la présente.

ARTICLE 3 : DE DIRE que la garantie est apportée aux conditions suivantes :

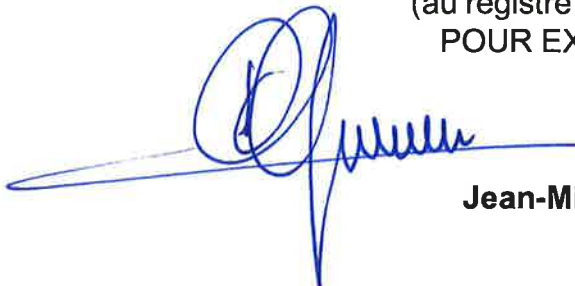
- La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité
- s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

093-219300621-20251103-2025-11-63-DE
Date de réception préfecture : 18/11/2025

ARTICLE 4 : DE S'ENGAGER au titre de la garantie d'emprunt sur les sommes qui pourraient ne pas être acquittées par Vilogia à sa date d'exigibilité.

ARTICLE 5 : DE DIRE que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet de la Seine- Saint-Denis et publiée sur le site internet de la Ville.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits
(au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME



**Jean-Michel GENESTIER,
Le Maire**

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20251103-2025-11-63-DE
Date de réception préfecture : 18/11/2025